AVIS DE L'ARES

N° 2018-11 DU 10 JUILLET 2018

Avant-projet de décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 7 juin 2018 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur l'avant-projet de décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée le 7 juin 2018 sur base de l'article 21, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui prévoit que toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de ces dispositions doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande ;

Considérant les propositions formulées par l'ARES en date du 14 novembre 2016 à propos de mesures à prévoir pour des membres du personnel suite à l'intégration des instituts supérieurs d'architecture dans les universités et en date du 26 septembre 2017 concernant l'extension de la notoriété professionnelle au type court dans l'enseignement de promotion sociale ;

L'ARES formule à l'endroit de l'avant-projet de décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur l'avis suivant.

AVIS

Moyennant la prise en compte des éléments de modifications qui suivent, l'ARES émet un **avis favorable** à l'endroit de l'avant-projet de décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur.

Statut du personnel enseignant et directeur des hautes écoles

- » Aux articles 12, 2° ; 14 et 27, 1° de l'avant-projet de décret précité, les mots « pour la fonction considérée et les cours à conférer » qui sont abrogés doivent être réhabilités.

Il ne faut pas confondre le choix du cours à conférer dans lequel la haute école décide d'engager un membre du personnel à titre définitif et le mode de calcul de son ancienneté de service qui se calcule sur la totalité des services rendus même lorsque ces services sont rendus dans des fonctions ou des cours à conférer différents.

- » L'entrée en vigueur de l'article 15 de l'avant-projet de décret précité devrait être reportée à l'année académique 2019-2020 afin de permettre aux établissements de mettre cette mesure en œuvre dans les meilleures conditions.

Non-résidents

L'article 58 de cet avant-projet de décret permet de lever toute question au sujet du contrôle des doublons via la modification du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur. L'ARES signale toutefois que pour que cette disposition soit applicable pour les dossiers dès l'année académique 2018-2019, il est nécessaire de rajouter que l'entrée en vigueur de cet article doit être anticipée. L'ARES propose donc d'ajouter la mention de cette entrée en vigueur anticipée à l'article 89.

Inclusion

Concernant les modifications apportées par l'avant-projet de décret précité au décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif, la comparaison de l'avant-projet et des propositions de la Commission de l'enseignement supérieur inclusif (CESI) fait apparaître **trois différences** qu'il conviendrait de corriger. Ces propositions ont été approuvées par la CESI lors de sa réunion du 19 mars 2018 et communiquées au Conseil d'administration de l'ARES le 24 avril 2018.

01. À l'article 89 de l'avant-projet de décret précité, il est indiqué :

« le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2018-2019 à l'exception du titre III, chapitre V qui entre en vigueur à partir de l'année académique 2019-2020 »

Le commentaire des articles ne précise pas l'intention du Gouvernement quant à cette entrée en vigueur différente pour les modifications apportées au décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif.

Il est à noter que cela ne correspond pas à la proposition formulée par la Commission de l'enseignement supérieur inclusif (CESI), organe accueilli par l'ARES comme prévu à l'article 23 du décret du 30 janvier 2014. Dès lors tant les étudiants bénéficiaires du décret que les services d'accueil et d'accompagnement des établissements d'enseignement supérieur ne profiteront des précisions induites par la modification du décret qu'avec un an de retard. Tout recours introduit en 2018-2019 ne pourra pas être examiné selon une procédure de recours améliorée. Pendant un an encore, le champ d'application du décret ne sera pas limité aux étudiants en situation de handicap au sens de la Convention des Nations-Unies du 13 décembre 2006 relative aux personnes handicapées.

Pourtant en parallèle des propositions de modifications, la CESI a travaillé pour rédiger des modifications aux arrêtés et aux documents d'application du décret afin de pouvoir les proposer rapidement respectivement au Gouvernement et aux établissements d'enseignement supérieur. Les membres de la CESI représentant les différentes Chambres de l'Enseignement supérieur, établies dans chacun des pôles, connaissent ces modifications et peuvent servir de relais auprès des établissements en vue d'une entrée en vigueur de l'avant-projet de décret dès l'année académique 2018-2019.

Il paraît aussi peu opportun que les dispositions induites par la modification de l'intitulé du décret du 30 janvier 2014 n'entrent pas en vigueur de manière simultanée avec la modification de l'intitulé du décret.

02. La CESI proposait au Gouvernement deux modifications à l'article 6 du décret du 30 janvier 2014 qui sont absentes de l'avant-projet de décret.

« Article 6 (...) En cas de changement d'établissement supérieur en cours d'année académique, les documents visés à l'alinéa 2 restent valables ».

La CESI proposait de remplacer les mots « *en cours d'année académique* » par « *en cours de cursus* » afin que notamment de lourds bilans médicaux ne doivent pas obligatoirement être réalisés chaque année au cours du cursus de l'étudiant, mais qu'ils restent valables si l'étudiant décide de changer d'établissement.

La CESI proposait également d'ajouter un nouvel alinéa à l'article 6 : *En cas de modification de la situation de handicap de l'étudiant au cours du temps, un bilan d'actualisation peut être demandé par le service d'accueil et d'accompagnement.*

De cette façon, si la situation de handicap de l'étudiant évolue, un bilan peut être demandé. Mais celui-ci ne serait plus fait de façon systématique pour des étudiants dont la situation de handicap n'a pas évolué.

- 03.** La CESI proposait au Gouvernement une modification à l'article 6 du décret du 30 janvier 2014 qui est absente de l'avant-projet de décret.

« Article 6 (...) En cas de changement d'établissement supérieur en cours d'année académique, les documents visés à l'alinéa 2 restent valables et sont transmis au nouvel établissement d'enseignement supérieur à sa demande ».

La CESI proposait d'ajouter les mots « *après accord de l'étudiant* » à la fin de l'article.

En effet, ces documents relèvent de la vie privée de l'étudiant, il convient d'avoir son accord avant qu'ils soient transférés d'un établissement à l'autre.

Par ailleurs, quatre remarques de forme sont également à souligner :

- 01.** La CESI proposait au Gouvernement une modification à l'article 24, 3° du décret du 30 janvier 2014 qui est absente de l'avant-projet de décret.

« Article 24 : La Commission de l'enseignement supérieur inclusif est composée : (...) 3° de l'Administrateur général de l'Infrastructure ».

La CESI proposait que les termes « administrateur général » soient remplacés par « directeur général » suite à la modification de l'organigramme du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

- 02.** À l'article 66, 1° de l'avant-projet de décret précité :

Le mot « *(CESI)* » est inséré entre les mots « *inclusif visée* » et les mots « *à l'article 23* », il devrait plutôt l'être entre le mot « *inclusif* » et les mots « *visée à l'article 23* ».

- 03.** À l'article 75 de l'avant-projet de décret précité :

L'intitulé de la seule Section II du Chapitre IV du décret du 30 janvier 2014 est abrogé, laissant de ce fait le Chapitre IV avec une seule section (la 1^{re}). Le commentaire des articles précise qu'il n'y a pas de section 1^{re} dans la version actuelle du décret, l'auteur ne l'a peut-être pas vue parce qu'elle n'est pas en gras.

- 04.** À l'article 88 de l'avant-projet de décret précité :

Le Chapitre 7 du titre III devrait être renuméroté chapitre VI.

Enfin, la Fédération des Étudiants Francophones émet un avis réservé à l'encontre de toutes les dispositions modifiant le décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif.